

d'un général à la tête d'un gouvernement qui se réclame du mouvement ouvrier :

*« Au surplus, si on réduisait le remaniement ministériel de Santiago à la seule entrée des militaires au gouvernement, on se limiterait à une vue partielle de l'affaire. Car la représentation des travailleurs, déjà assurée par les partis ouvriers, va se trouver renforcée. Le syndicat unique de là-bas, la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), fait en effet son entrée au gouvernement dans la personne de son président et de son secrétaire général. C'est lui la garantie que les conquêtes sociales seront préservées et que la marche en avant continuera ».*

L'interprétation que donne la V.O. des événements survenus au Chili constitue un avant-goût de ce que serait en France l'application du Programme Commun. La présence au gouvernement de deux responsables syndicaux peut-elle être considérée comme une garantie des conquêtes ouvrières alors que, devant chaque épreuve de force, le gouvernement a renoncé à s'appuyer sur la mobilisation des travailleurs eux-mêmes ? L'entrée des responsables syndicaux au gouvernement ne constitue-t-elle pas plutôt une caution ouvrière au moment où l'un des principaux chefs de l'armée prend la tête de ce même gouvernement ? Et ne seront-ils pas deux otages supplémentaires pris au piège de la légalité et de la solidarité (demain de la complicité ?) ministérielle ?

L'Humanité qualifiait de « solution originale » la présence au gouvernement des militaires et des syndicats. Cette « solution originale » sent l'approche de la solution finale. En cas de démission ou de disparition du président, ce serait donc le général Prats qui exercerait le pouvoir suprême. Dès à présent l'armée détient donc le pouvoir d'arbitrer au cas où la tension entre les classes s'accentuerait, elle est placée en position d'interpréter la légalité selon ses vœux.

Et, comble d'ironie, ce sont les partis ouvriers de l'Unité Populaire qui lui ont déroulé un tapis triomphant jusqu'aux fauteuils ministériels.

Après la chaude alerte d'octobre, le régime a ainsi obtenu un répit. Mais à quel prix ? Devant les correspondants étrangers, le président Allende s'exprimait ainsi le 21 octobre :

*« Nous ne sommes plus au bord de la guerre civile, parce que l'immense majorité a compris que l'action séditeuse d'un petit groupe pouvait être écrasée sans violence. Si nous le voulions, nous aurions ici cent mille, cent cinquante mille personnes. Il suffirait de la moindre parole pour que quinze ou vingt mille travailleurs de la périphérie industrielle de Santiago viennent ouvrir les magasins de Santiago. Nous leur avons dit non. La force de ce gouvernement est dans le respect de la Constitution et de la loi ».*